

Une zone industrielle de pointe,
au service de l'industrialisation
togolaise

PIA

PIA
ZONE INDUSTRIELLE D'AMONT
TOGO
www.pia-togo.com

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



4ème dialogue
politique de haut
niveau du FAFOA

Cacao of Excellence Award 2021

TROIS CACAOCULTEURS TOGOLAIS PRIMÉS

L'OTR, un modèle

Une délégation togolaise
conduite par le commissaire
des impôts par intérim ...

Page 3

Page 2



Coopération

L'AFD et CFAO
Moteurs renforcent
leurs liens avec
le Togo

Le Premier ministre Victoire
Tomégah-Dogbé a conféré le
22 septembre avec ...

Page 3

Ghana

Le secteur bancaire
sous pression,
selon Fitch

La situation de l'économie
ghanéenne et les
perspectives de gestion de la
dette mettront ...

Page 6



Filière Soja

Le Togo, porte flambeau de l'Afrique

Page 4



C'est
Réparti!
30 Nov 17
18 Déc 2022
Foire
LOME
Foire de toutes les opportunités

THEME:
COMPÉTITIVITÉ DES
BIENS ET SERVICES POUR
LA RELANCE ÉCONOMIQUE
POST COVID 19

+1000
EXPOSANTS+300 000
VISITEURS90 000 M²
D'ESPACE

Affaire des sociétés de trading et de placements de fonds Un an après, le MMLK se pose des questions

Le Mouvement Martin Luther King, un an après l'interpellation des promoteurs et responsables des sociétés de trading au Togo, demande à la justice de faire diligence afin que les prévenus et les victimes soient situés sur leur sort.

• Ilona E.

Selon le MMLK, les 23 et 24 septembre 2021, a eu une vague d'interpellations et d'arrestations des promoteurs et des responsables d'une vingtaine de sociétés de trading et de placements de fonds dont les épargnants se compaient par milliers. Ces derniers se disant victimes, estiment avoir été escroqués et dupés dans la procédure de la collecte de leurs fonds avec les remboursements et les intérêts qui n'ont jamais été effectués comme prévu pour la majorité. Cette affaire a commencé par défrayer la chronique suite au communiqué du ministre de l'économie et des finances sur l'exercice illégal de leurs activités sur le ter-



rain, ce qui leur d'ailleurs est reproché. « Selon les informations dont nous avons connaissance, entre 20 et 30 milliards de francs CFA auraient été collectés par les tenants du système du trading mais les souscripteurs n'auraient rien reçu comme remboursement jusqu'à présent », indique le MMLK. Du côté des instances judiciaires en charge du dossier, rien ne semble filtrer du sort des pré-

sumés mis en cause qui sont toujours en détention provisoire alors que les victimes aussi sont dans l'attente de la restitution de leurs droits. C'est du black-out total et personne ne sait ce qui se passe un an après, même si nous savons que tout est encore en instruction. Un an après, le Mouvement Martin Luther King demande à toute la chaîne d'institutions qui traitent ce dossier à faire diligence afin

que les prévenus et les victimes soient situés sur leur sort. Il faut préciser que ces sociétés de trading évoluaient dans le système de Ponzi qui est un montage financier frauduleux qui consiste à rémunérer les investissements des clients essentiellement par les fonds procurés par les nouveaux entrants. Si l'escroquerie n'est pas découverte, elle apparaît au grand jour au moment où elle s'écroule, c'est-

à-dire quand les sommes procurées par les nouveaux entrants ne suffisent plus à couvrir les rémunérations des clients. Elle tient son nom de Charles Ponzi qui est devenu célèbre après avoir mis en place une opération fondée sur ce principe à Boston dans les années 1920

4ème dialogue politique de haut niveau du FAFOA

L'OTR, un modèle

Une délégation togolaise conduite par le commissaire des impôts par intérim Atta-Kakra Essien a participé les 21 et 22 septembre 2022 à Cotonou au Bénin, au quatrième dialogue politique de haut niveau organisé par le Forum des Administrations Fiscales Ouest Africaines (FAFOA).

• SALLAH Patience

Axée autour du thème « Accroître les recettes fiscales par un leadership efficace et une bonne gouvernance », cette rencontre de haut niveau tenue au Bénin a permis aux participants d'échanger sur le modèle

de gouvernance adaptée aux nouvelles technologies de l'information et de la communication dont les administrations fiscales ont besoin afin d'amener les contribuables à consentir au paiement volontaire de l'impôt.

Il a été souhaité que les administrations, tout en modernisant leur process, maintiennent la confiance des contribuables/usagers, à travers la sécurisation et la protection des données, la reddition des comptes, la lutte

efficace contre la corruption. Conduite par Atta-Kakra Essien, commissaire des impôts par intérim, la délégation togolaise a partagée l'expérience du pays avec ses pairs. Les autres pays de l'Afrique de l'ouest franco-

phones ont été encouragés à s'inspirer du modèle du Togo et à mettre en place des régies financières intégrées prenant en compte les exigences de la transition fiscale. Le Forum des Administrations Fiscales Ouest-Afri-

caines (FAFOA), est une institution d'appui, mis en place par les Etats membres, avec pour objectif de contribuer à l'efficacité des administrations fiscales et à l'amélioration des prestations de services publics

ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email : ecofinances.infos@gmail.com
Site web : www.ecoetfinances.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES
N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derrière l'école cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyram AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS
Tirage: 3000

Cacao of Excellence Award 2021

Trois cacaoculteurs togolais primés

En marge du lancement de la campagne de commercialisation du Café et Cacao tenue le 22 septembre 2022, à Kpalimé, une localité située à environ 120 km de Lomé, trois cacaoculteurs togolais lauréats du concours Cacao of Excellence Award 2021 ont été primés.

● Bernard AFAWOUBO

Organisé par l'Alliance Internationale de Biodiversité et le Centre International pour l'Agriculture Tropicale (CIAT), la participation avec succès de trois des six producteurs togolais, candidats au concours "Cacao of Excellence Awards 2021" confirme la bonne qualité des produits togolais et honore le pays. Lors de la proclamation et de remise des prix qui s'est déroulée le jeudi 16 décembre 2021 à Rome en Italie, deux cacaoculteurs togolais notamment Kokou Toulassi et Yawo Semanu Dzitri ont remporté chacun une médaille d'or et un troisième compatriote du nom de Kodjo Etsonu a gagné une médaille de bronze. « Dès que le Président de la République et le



Chef du Gouvernement ont été informés de ces prouesses de nos valeureux producteurs de cacao, ils ont exprimé leur satisfaction par courriers et nous ont chargé de transmettre leurs sincères félicitations aux heureux lauréats » a déclaré Kodjo ADEDZE,

ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale. Les trois lauréats ont bénéficié d'une récompense du Chef de l'Etat, Kokou Toulassi et Yawo Semanu Dzitri qui ont remporté des médailles d'or ont reçu chacun un chèque de 1.000.000 FCFA et Ko-

djo Etsonu qui a reçu la médaille en bronze a bénéficié d'un chèque de 500000 FCFA. Cette récompense du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé s'inscrit dans la logique d'encourager les producteurs. A en croire Enselme GOUTHON, secrétaire général du Comité de

coordination des filières café et cacao, il est réconfortant de se rappeler que ce qui crédibilise le pays à l'international n'est pas le volume de production, mais la qualité des produits, l'expertise et la réputation que les autorités du pays ont su asseoir à travers le monde. « La particularité des échantillons de cacao des producteurs togolais de ce concours ne provient pas de la quantité de la production mais plutôt de la qualité de cette dernière » a indiqué Enselme Gouthon. Pour Kokou Toulassi, lauréat et médaillé d'or, c'est la qualité de ses cacaos qui lui ont permis de gagner le prix « Aujourd'hui, les gens ne font pas le cacao de la meilleure manière, d'autres ne fermentent pas assez, les germes ne

meurent pas et quand tu manges, c'est très amer. Ce que moi je fais, je fermente au moins pendant 6 à 7 jours, les germes meurent et quand tu manges, c'est agréable », a-t-il indiqué. Le programme Cocoa of Excellence Award est un concours initié par l'Alliance of Bioversity International et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) en partenariat avec l'Organisation internationale du cacao dont le Togo fait partie, décerne chaque année des Prix aux agriculteurs. Il récompense la préservation de la biodiversité des saveurs du cacao provenant de diverses origines du monde et l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs grâce à la promotion de leur cacao d'exception.

Coopération

L'AFD et CFAO Motors renforcent leurs liens avec le Togo

Le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a conféré le 22 septembre avec la directrice de l'Agence française de développement (AFD) Zolika Bouabdallah et le directeur général de CFAO Motors Togo, Boubacar Barry.

● Maelys A.v



Les deux hôtes qui sont allés présenter leurs civilités à la cheffe du gouvernement, ont réaffirmé leur engagement à œuvrer pour le renforcement de la coopération entre leurs

institutions et le Togo. « Je prends mes fonctions au Togo en qualité de directrice de l'AFD. Je suis là pour présenter mes respects et la mission de l'agence à Mme le Premier mi-

nistre, avant de commencer à rencontrer les autres collaborateurs », a indiqué Zolika Bouabdallah, directrice de l'AFD. Qui a réaffirmé l'engagement de son institution à accompagner le

gouvernement togolais dans la mise en œuvre de sa feuille de route, en son axe un, relatif à la cohésion sociale et le développement des services sociaux de base. « Nous sommes là pour soutenir les priorités du gouvernement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, l'énergie, l'agriculture, l'entrepreneuriat et dans la construction des bâtiments scolaires, surtout dans la région des Savanes. Ceci, pour soutenir la croissance inclusive au sein de la population », a souligné Zolika Bouabdallah. Présente au Togo depuis 1957, l'AFD a d'abord concentré son activité sur les besoins élémentaires des populations notamment l'ac-

cès à l'eau et à l'école. Le Togo figure parmi les pays pauvres prioritaires de l'aide française et l'AFD est l'un des rares bailleurs à être resté dans le pays durant la crise. Depuis 2010, cette agence française a élargi son champ d'action et a déployé des activités dans le secteur privé, afin de dynamiser la croissance et l'emploi, et dans l'énergie. Elle intervient grâce à des subventions, des garanties destinées à faciliter l'accès aux financements (ARIZ), des prêts à des banques et des entreprises et, depuis 2017, via des prêts à l'Etat togolais. Par ailleurs, le directeur général de CFAO Motors Togo, Boubacar Barry, après avoir rappelés

la bonne relation entre son institution et le Togo, a déclaré à Togo presse, que la démarche fiscale n'est pas seulement de sanctionner le contribuable mais reste aussi un moyen de contribuer à l'émergence du pays. « Nous avons doublé le nombre de véhicules neufs cette année, grâce à cette administration fiscale », a indiqué Boubacar Barry. Installé au Togo depuis 1924, CFAO Motors couvre une grande partie du territoire national et assure à ses clients plus de réactivité et de disponibilité. Il distribue également une gamme de pneus Bridgestone particulièrement bien adaptée au continent africain.

Filière Soja

Le Togo, porte flambeau de l'Afrique

Le Togo est devenu en l'espace de cinq ans le premier exportateur mondial de soja bio vers l'Europe. Cette ascension fulgurante de la filière soja dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, est à mettre au compte de certaines initiatives de l'État et du dynamisme des agriculteurs. La Plateforme Industrielle d'Adetikope (PIA), fleuron de l'industrie togolaise, a récemment annoncé la construction de deux unités de transformation de Soja au sein de la zone.



Après le coton, c'est au tour du soja de connaître son âge d'or au Togo. Les surfaces dédiées à sa culture y ont doublé dans ce pays en seulement quelques mois. De 46 153 MT en 2015, elles sont passées à 203 389 MT en 2021, soit une croissance de plus de 340 %. La production annuelle de 2021 était supérieure à 250 000 tonnes. C'est cinq fois plus qu'en 2015. La dynamique actuelle de la filière soja fait le bonheur des agriculteurs qui bénéficient de plus en plus de l'accompagnement du gouvernement via le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole (MIFA). Créé le 25 juin 2018, le MIFA a pour rôle de financer et d'accompagner techniquement les projets relevant du secteur agricole togolais. À travers sa création, l'État rassure quant à sa volonté de promouvoir ce secteur, en vue de l'accroissement de sa productivité. Grâce à l'entrée récente de PIA dans l'actionnariat du MIFA, l'organisme a pu accroître son support technique et financier auprès des agriculteurs et des coopératives locales.

Togo Soja, une entre-

prise nouvellement installée sur la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA), achève bientôt la construction de deux unités de transformation sur ce site situé à 27 km du Port autonome de Lomé. La création de ces usines permettra d'accroître considérablement la transformation locale de soja. En cela, le MIFA entend apporter aux agriculteurs de la filière des moyens conséquents pour en bénéficier. « La construction de cette usine de transformation locale de soja dans la zone industrielle d'Adetikopé, correspond parfaitement à l'ambition du gouvernement de faire du Togo un pays capable de transformer à 100% sa production de soja. Le MIFA apporte un appui financier et technique aux agriculteurs, afin qu'ils puissent être en mesure de satisfaire les besoins en matière première de ces unités de transformation. » a déclaré Monsieur Kodjo Aristide AGBOS-SOUMONDE, Directeur général du MIFA.

Transformer sur place la production locale, le directeur du MIFA ne croyait pas si bien dire. Les pays africains en

général et le Togo en particulier, sont encore trop dépendants du commerce de leurs matières premières à l'état brut et de l'importation de produits manufacturés. Pour rendre son économie attractive, il apparaît impératif de développer le pôle industriel national.

Estimé à 25 millions de dollars US (soit plus de 16 milliards de Francs CFA), cet investissement va positionner le Togo comme un exportateur de référence d'huile de soja dans la sous-région. Pour Monsieur..., Responsable opérationnel de la nouvelle usine de transformation, les deux unités de transformation sont dotées d'infrastructures de pointe, favorisant ainsi le développement de l'économie locale. Il ajoutera « Outre l'huile de soja, d'autres produits dérivés comme la lécithine, le Soja Hi-pro, le Soja grillé ou la Farine de soja y seront également fabriqués, selon les standards de qualité et d'hygiène internationaux. »

La mise en place de cet écosystème visant à créer une chaîne de valeur de bout en bout, avec une attention particulière portée sur

l'agriculteur togolais et l'amélioration de ses revenus, devrait agir en tant qu'accélérateur de l'industrialisation togolaise. L'impact social et économique du projet se mesure déjà par le nombre de coopératives qui y participent, elles sont 162 au total et proviennent de 1 400 villages. Plus de 100 000 agriculteurs mobilisés pour produire le soja disposent d'une superficie cumulée de 150 000 Ha. « Il y a quelques années, nos productions de soja étaient de moins

d'une tonne et ne trouvaient pas de débouchés fructueux et pérennes. Aujourd'hui, nous produisons plusieurs tonnes chaque année et avec la construction de ces deux unités de transformation à PIA, nous avons désormais la garantie que nos productions pourront être écoulées intégralement. C'est un grand soulagement pour tous les planteurs de la filière soja du Togo. » nous a assuré un agriculteur de la préfecture de HAHO dans la région des plateaux du pays.

Les agriculteurs togolais bénéficient également d'un accompagnement technique de la part de la MIFA, leur permettant de résoudre les problèmes de durabilité associés à l'agriculture. Ce sont environ plus de 2 000 "model farms" qui contribuent actuellement à la production agricole pro-climat. 10 000 ha de terres ont été couverts de biosstimulants pour réduire le stress des cultures, ce qui garantit une augmentation du rendement des cultures de plus de 20 %.

Education

Les élèves ont repris le chemin des classes

Une semaine après la rentrée administrative et pédagogique, ce sont donc trois millions d'élèves des premier, deuxième et troisième degrés de l'enseignement général et de l'enseignement technique qui ont repris le chemin des classes ce 26 septembre 2022.



À la veille de cette reprise des classes, le Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé, a souhaité à tous les élèves togolais un bon retour à l'école. « Je souhaite une bonne rentrée à nos élèves qui reprennent le chemin des classes », a-t-il écrit sur les réseaux sociaux. En effet, le Président de la République a indiqué que les réformes du secteur se poursuivront avec pour objectif d'assurer un enseignement de qualité à la jeunesse, relève de demain. « Nous poursuivons les réformes dans le secteur éducatif pour offrir un enseignement de qualité à la jeunesse citoyenne, compétente et performante », a ajouté le Chef de l'État. Le maintien du dialogue social dans le secteur, en vue d'assurer une sérénité de bon aloi tout au long de l'année scolaire, apparaît en effet comme une priorité au service de laquelle de nombreuses évolutions ont été enregistrées.

Ainsi, outre la construction d'infrastructures et la hausse des dotations en manuels scolaires, cette rentrée est notamment marquée par le renforcement sensible des ressources humaines, avec le recrutement de plus de 3.500 nouveaux enseignants immédiatement déployés, soit un accroissement de 10% des effectifs. Pour ce premier jour, le Premier ministre Victoire Témégah-Dogbé, a sillonné quelques établissements scolaires pour constater l'effectivité de la reprise. « En ce premier jour de l'année scolaire 2022-2023, je suis ravie d'avoir échangé avec les élèves et le corps enseignant du lycée d'Agoè centre et de l'EPP Pa de Souza à Bè », a indiqué la Cheffe du gouvernement, avant de souhaiter une « bonne année scolaire à tous les élèves, aux enseignants et aux parents. Qu'elle soit enrichissante et couronnée de succès pour notre

jeunesse si dynamique. » Par ailleurs, les dix mesures présidentielles de soutien au pouvoir d'achat, prises il y a quelques jours, bénéficieront à de nombreux parents d'élèves, en sus de la suppression des frais de scolarité à tous les niveaux dans l'enseignement public et de la gratuité des inscriptions aux examens. Somme toute, cette reprise des classes, qui intervient dans un contexte économique mondial d'inflation généralisée, est marquée au Togo par la combinaison de plusieurs allègements destinés à soulager les parents d'élèves et des mesures de renforcement du système éducatif pour des performances accrues. Il faut noter que, suivant les orientations du Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé, les différentes parties prenantes doivent entretenir un dialogue empreint d'écoute mutuelle, de modération et de sens de responsabilité pour une année scolaire réussie.



ECO & FINANCES

+228 90 05 05 08 / +228 97 25 84 84 / ecofinances.infos@gmail.com
Rue de l'énergie agbalepedogan derrière l'école cour lumière

Développement du réseau routier de 6 communes

La BAD accorde un prêt de 28,88 millions d'euros au Sénégal

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement, a donné, le 20 septembre 2022, à Abidjan, son feu vert à un prêt de 28,88 millions d'euros au Sénégal, pour améliorer le réseau routier et les transports dans six communes du pays



Cet appui, issu d'économies dégagées du Premier programme de modernisation des villes du Sénégal, porte sur les communes de Yeumbel Nord, Keur Massar et Guédiawaye (région de Dakar), Thiès (Ouest), Kaolack (Centre-Ouest) et Saint-Louis (Nord-

Ouest), confrontées à un trafic routier quotidien élevé : entre 473 et 11 500 véhicules les traversent chaque jour. Grâce à ce nouveau prêt, 28 kilomètres de voiries urbaines en béton bitumineux, en pavés et en béton verront le jour.

Ces travaux viendront s'ajouter aux réalisations déjà faites concernant 45,4 kilomètres de voiries bitumées, 21,6 kilomètres de voiries pavées et la réhabilitation de 11,2 kilomètres de routes bitumées. Les travaux porteront aussi sur l'as-

sainissement des voiries, l'éclairage public, mais aussi la construction ou la réhabilitation de cases dédiées à l'emploi des femmes, qui seront équipées pour se muer en restaurants et en hangars, avec un Centre de promotion de la femme. De quoi améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires, en particulier le travail des femmes, et créer des emplois pour les jeunes. Les associations de jeunes et de femmes bénéficieront d'appuis de plusieurs sortes : formation aux métiers dans la maintenance routière, la pose de pavés ou dans l'éclairage public. Enfin, les services techniques des collectivités territoriales bénéficieront de

formation en système d'information géographique, en matière de gestion de bases de données, de planification, de programmation des investissements et de passation des marchés. Le programme permettra d'améliorer la compétitivité des villes bénéficiaires qui pourront poursuivre leur croissance de façon mieux planifiée. Le soutien au Premier programme de modernisation des villes du Sénégal témoigne de l'approche renouvelée de la Banque dans son appui au développement des zones urbaines. Cette approche qui combine investissement dans les infrastructures et renforcement des capacités institutionnelles

est d'autant plus importante qu'elle s'intéresse aux villes moyennes et périphériques, contribuant ainsi au rééquilibrage régional. Lancé en 2017, le Premier programme de modernisation des villes du Sénégal a bénéficié d'un financement de 114,34 millions d'euros de la Banque africaine de développement. Il couvre 13 communes du pays : Diourbel, Kaolack, Kolda, Louga, Matam, Saint-Louis, Tambacounda, Thiès, Ziguinchor, Guediawaye, Keur Massar, Yeumbeul et Mbour. Objectif : intensifier la décentralisation pour mieux promouvoir le développement économique et social du Sénégal.

Ghana

Le secteur bancaire sous pression, selon Fitch

La situation de l'économie ghanéenne et les perspectives de gestion de la dette mettront les banques sous pression dans un contexte inflationniste, estime l'agence Fitch Ratings. Trois banques ont déjà vu leur note dégradée.

« Les banques ghanéennes (...) détiennent d'importants volumes de titres publics, de sorte que le surendettement va mettre beaucoup de pression sur les banques », a déclaré Mahin Dissanayake, directeur principal chez Fitch Ratings lors d'un point de presse mercredi, rapporte Reuters. « L'environnement opérationnel semble très fragile », a-t-il ajouté. Plongé dans une crise économique assez complexe, le Ghana s'est récemment tour-

né vers le Fonds monétaire international (FMI) en quête d'aide financière, ouvrant ainsi la porte au fameux programme d'ajustement structurel. Critiqué, le président Nana Akufo-Addo a défendu sa volonté de sauver l'économie et garantir le bien-être de la population. Une fois distribuées, les perceptions financières du FMI viendront davantage relever le niveau d'endettement de cette économie ouest-africaine déjà très endettée.

En effet, l'encours de la dette a plus que doublé depuis 2015 à 76,6% en 2021, selon les chiffres du ministère des Finances. En 2019, d'après la même source, « Les paiements d'intérêts ont été la dépense annuelle la plus importante du gouvernement depuis 2019, et ont été sa deuxième dépense pendant cinq années consécutives avant cela ». « Ce n'est pas seulement le secteur bancaire qui serait touché » Fitch Ratings estime qu'en cas de

restructuration de la dette en monnaie locale tel que prévu dans le cadre du partenariat avec le FMI, les banques pourraient en payer un lourd tribut en termes de solvabilité. Pire, « ce n'est pas seulement le secteur bancaire qui serait touché, mais aussi les compagnies d'assurance, les fonds de pension, les gestionnaires d'actifs - toute personne détenant des titres publics », a averti Mahin Dissanayake. En dégradant la note pays du Gha-

na en août, Fitch a également dégradé la note de trois banques locales - les filiales d'Ecobank, de Guaranty Trust Bank et United Bank for Africa (UBA) - passées de CCC+ à B-. Dans ce contexte de crise, de dette aggravée dont les paiements d'intérêts pèsent sur le système financier, le tout face à une inflation galopante qui s'installe dans la durée, l'agence de notation estime ces trois banques ne pourraient maintenir le cap que grâce au sou-

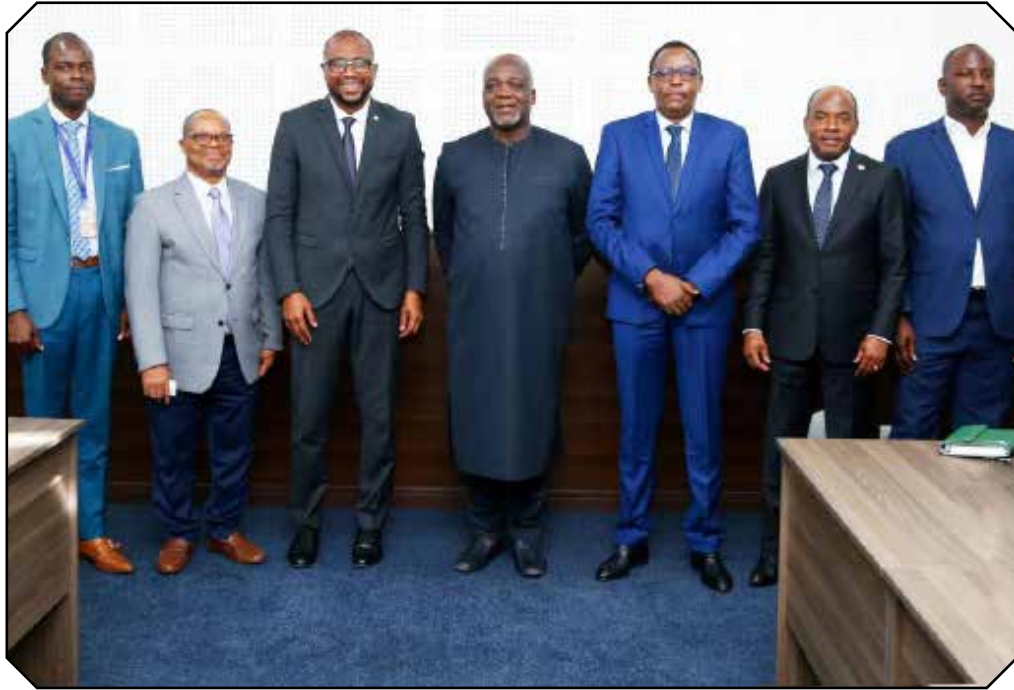
tien conséquent de leur maison-mère. Selon Fitch, la mobilisation de nouvelles sources de financements externes sera nécessaire pour aider le pays à revenir à l'équilibre. Une situation assez complexe pour ce pays figurant parmi les fleurons économiques d'Afrique de l'Ouest, habitué aux taux de croissance au-dessus des 6% à quelques exceptions près.

La Tribune Afrique

Adhésion du Togo à l'institut mondial pour la croissance verte

Dr Mallé FOFANA fait le point de l'évolution du processus avec le parlement togolais

En visite officielle au Togo, Dr Mallé FOFANA, Directeur régional Afrique de l'Institut mondial pour la croissance verte a eu une séance de travail avec la Représentation nationale, ce jeudi 22 septembre 2022. La rencontre a été présidée par le 4ème vice-président de l'Assemblée nationale, l'honorable Pacôme Adjourouvi.



Les échanges ont porté en l'occurrence sur le processus d'adhésion du Togo à l'institut mondial pour la croissance verte ainsi que les avantages et opportunités que le

pays pourrait bénéficier en étant membre. Cette organisation intergouvernementale a été créée par le traité de Rio de Janeiro de 2012 et a pour objectif le soutien et la

promotion d'une croissance verte forte, inclusive et durable dans les pays en développement. Le processus d'adhésion du Togo à l'Institut mondial pour la crois-

sance verte est en cours selon le 4ème vice-président. L'Assemblée nationale a achevé l'étude en commission du projet de loi autorisant l'adhésion du Togo à l'Accord sur la création de l'Institut mondial de la croissance verte, adopté le 20 juin 2012 à Rio de Janeiro. Le projet sera programmé pour son examen en plénière dans les prochaines semaines. Pour le Togo, le GGGI, de par sa mission, sa vision et son expérience en Croissance Verte, est bien indiqué pour l'élaboration des projets sur la base des contributions déterminées au niveau national, la recherche et la mobilisation de financement

innovant pour lutter contre le phénomène des changements climatiques. Il s'agit entre autres, des projets liés à la gestion durable des forêts, l'érosion côtière, la gestion des déchets, la mobilité verte, aux énergies renouvelables, l'agriculture intelligente, l'industrialisation verte et au bâtiment vert.

L'institut mondial pour la croissance verte (GGGI), en tant que PTF, pourra accompagner le Togo dans la mise en œuvre des projets et programmes de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. L'Institut mondial pour la croissance verte est une organisation intergouvernementale qui

a son siège à Seoul en Corée du sud. Il a pour rôle de faciliter la transition écologique des pays membres vers une économie verte à faible émission de carbone par des conseils politiques. L'institut apporte un soutien technique à l'élaboration de plans, de politiques et de réglementations en matière de croissance verte. L'Institut intervient dans neuf (9) domaines thématiques à savoir une agriculture résiliente au climat, des Forêts durables, la résilience côtière, la gestion des déchets, la mobilité durable et verte, les bâtiments durables, l'énergie Solaire, l'industrialisation verte, le marché de carbone.

Lutte contre les changements climatiques

Un nouveau projet pour améliorer les moyens de subsistance des communautés côtières

Le projet renforcement de la résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo (R4C-Togo) a été lancé le 20 septembre 2022 à Lomé par le ministre de l'environnement et des ressources forestières, Foli Bazi Katari.



Ce projet élaboré par le gouvernement togolais et soutenu par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) vise à renforcer la résilience au changement climatique des communau-

tés côtières au Togo, grâce à une approche intégrée, axée sur l'adaptation basée sur les écosystèmes et les moyens de subsistance de ces communautés. D'un coût total de 8 932 420 USD

soit quatre milliards quatre cent soixante et six millions deux cent dix mille francs (4 466 210 000) FCFA, il aura comme agence d'exécution, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et

l'Agriculture (FAO).

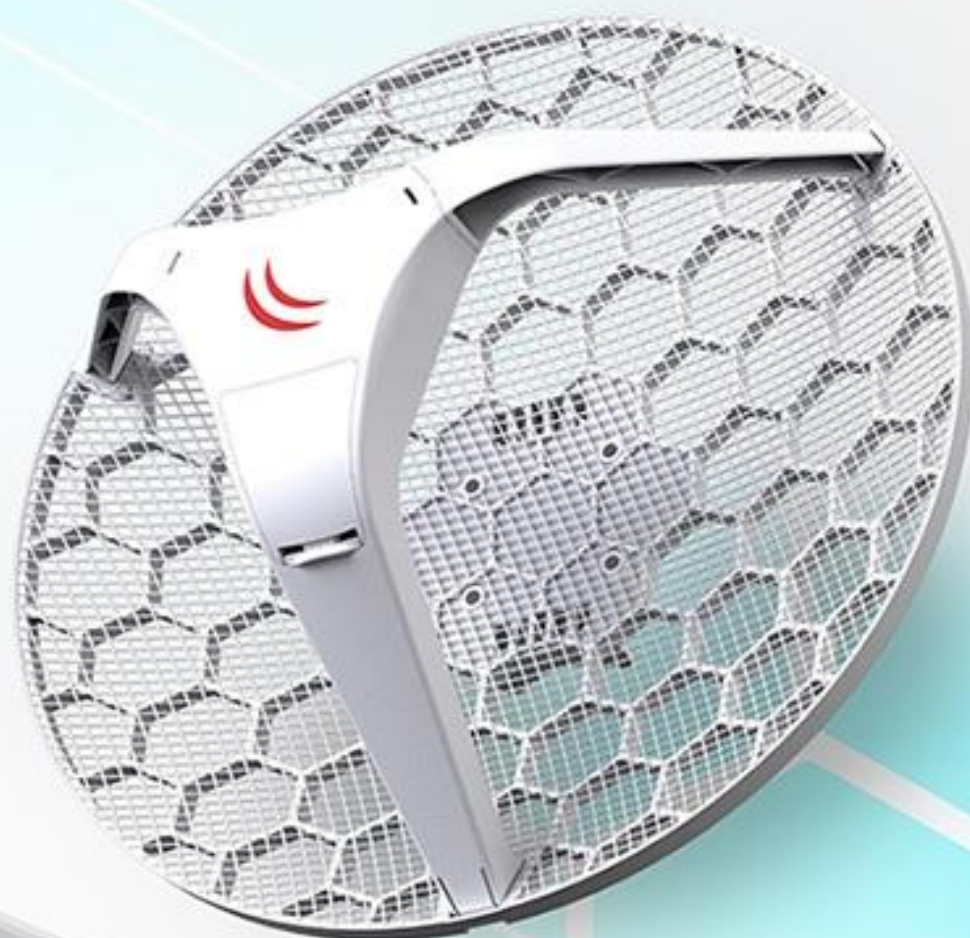
« Le Togo s'est résolument engagé dans la lutte contre le changement climatique et la lutte contre la pauvreté à travers la feuille de route gouvernementale Togo 2025 en son axe 3 et son projet prioritaire P35, réponse aux risques climatiques majeurs, dont l'objectif est de mettre le développement durable et l'anticipation des crises futures au cœur des priorités du pays », a rappelé le ministre Foli Bazi. Il a insisté sur la participation de toutes les parties prenantes pour la réussite du projet et demandé que le ministère chargé du développement à la base soit également impliqué. Il a pour finir, remercié l'ensemble des partenaires techniques et financiers particulièrement le Fonds

pour l'Environnement Mondial (FEM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) pour leurs appuis multiformes qui permettront de contribuer efficacement à la résilience des populations face aux effets pervers des changements climatiques.

Le représentant par intérim de la FAO, SUKATI Mphumzin a rassuré les autorités togolaises de la disponibilité de son institution et apprécié à sa juste valeur la collaboration qui a toujours existé entre le Togo et la FAO. Résultats attendus du projet R4C- Togo A termes ce projet selon son coordonnateur, Lt /Col. BAKABIMA devra pouvoir améliorer les moyens de subsistance grâce à des technologies et des

solutions innovantes de 99 500 personnes et accompagner 2100 entrepreneurs dont 50% de femmes, issus de 78 coopératives. Toutes spécialisées dans la transformation des produits non ligneux, agricoles, dans le développement de l'élevage et de la pêche à l'aide des technologies d'adaptation. Les actions de reboisement seront également menées notamment 1 000 ha de berges lagunaires, 500 ha de terres dégradées et 100 ha de forêts communautaires et sacrées. Une autre activité de ce projet c'est l'élaboration de 08 plans d'adaptation à raison d'une par commune. Rappelons que ce projet sera logé à l'ODEF, un moyen de tester ses capacités d'entité nationale accréditée des projets climatiques.

ÉLECTRONIQUE & INFORMATIQUE POUR TOUS



**LIVRAISON
POSSIBLE**



+228 96 29 06 75
+228 92 96 47 96

